• **Juin/Juillet2022 • Numéro 195** •

**Pour que vive la NUPES**

**Edito : Pour que vive la NUPES**

*Par* ***Jean-LucGonneau.****.*

*Dans notre précédent édito, paru quelques jours avant le premier tour des élections législatives, nous nous étions félicités de la création de la NUPES, sorte d’union de la gauche new-look, et faisions mine de croire, sans illusions au pari de Mélenchon sur une victoire électorale, tout en pensant que contribuer à mettre « Renaissance » et ses alliés en position de « majorité relative » était crédible. On sait maintenant ce qu’il en fut : majorité relative il y a, un bon matelas de députés NUPES aussi, quoiqu’un tantinet moins élevé que raisonnablement espéré, et un wagon, hélas, de députés Rassemblement national dont l’ampleur nous surprit désagréablement.*

*D’aucuns pensaient que la NUPES risquait de n’être qu’un alliance de circonstance, d’autres, plus nombreux encore, clamaient qu’il s’agissait d’une « alliance contre-nature » (de quelle « nature » s’agit-il ? Sauf à penser que la « nature » est par essence de droite), parmi lesquels le club des fossoyeurs de la gauche (Hollande, Valls, Strauss-Kahn, Le Foll, Cazeneuve ? Cambadélis, Delga, Touraine, Guigou etc) ne furent pas les moins actifs. Pour le moment, ça tient, la NUPES : les premiers baptêmes du feu parlementaires, motion de censure, opposition à la loi sur le pass sanitaire, ont mobilisé la quasi-totalité de ses députés, les frileux se comptant les doigts d’une main.*

*D’autres batailles encore plus redoutables, s’approchent : pouvoir d’achat, retraite, « transition » écologique pour lesquels les projets macroniens ne présument rien de bon : régressions pour les deux premières, sparadrap pour la troisième. La NUPES est toute jeune, et les divergences entre ses composantes sont connues, mais pas insurmontables, la preuve. Certaines de ses composantes ont une longue histoire, marquée par des heures de gloire et de moments moins ragoûtants, qui a façonné une certaine identité à laquelle leurs adhérents penvent tenir, ce qui est très compréhensible, communiste ou social-démocrate (celle-ci diluée dans le redoutable oxymore « social-libéral », pierre de fond du club des fossoyeurs précédemment cité). D’autres composantes sont moins chargées d’histoire. La mouvance écologistes s’est forgée une identité sur une thématique longtemps méconnue, puis souvent négligée par la gauche historique, celle des dangers des pollutions de tout genre et de respect de la nature, anticipant avant les autres la menace climatique, qui nous pète à la figure avec, c’est le cas de le dire, ardeur en ce début d’été. La LFI est encore plus jeune. Elle a repris, dans ses éléments doctrinaux et sa programmatique, des éléments des histoires des tous les autres et tenté d’en faire une synthèse. C’était malin, méritoire et utile. Et repose sur un symbole : Mélenchon. L’histoire de LFI, c’est l’histoire de Mélenchon, qui a fortement contribué à la doter d’un programme et (presque) d’une doctrine.*

*L’après Mélenchon, qui, restons sereins car le bougre se porte bien, n’est pas pour demain, mais à l’aune de l’histoire, pour après-demain. Comment LFI, et à fortiori la NUPES construiront-elles leurs identités, gages de leurs capacités à durer, à s‘implanter, dans les territoires comme dans les esprits, à devenir une référence ? Cela passe évidemment par la mobilisation* ***ensemble*** *de ses composantes au Parlement et dans le pays pour montrer qu’ils constituent une véritable alternative à la mises des puissances financières sur la scène politique ? D’aucuns ont proposé, pour la rentrée, d’organiser des assemblées locales de la NUPES dans tout le pays. En voilà une idée qu’elle est bonne. A condition qu’elles ne soient pas réservées aux encartés et assimilés de chacune des composantes, mais largement ouvertes à toutes les bonnes volontés : ce sont vers les hésitants, les abstentionnistes, les déçus des « orgas » qu’il faut convaincre. Et conviviales aussi, en évitant ces sempiternelles tribunes où défilent les discours des « leaders » locaux avant de donner la parole aux participants quand il se fait déjà tard, et où il y ait à grignoter et à picoler, avec modération bien sûr. Construire la NUPES dans le respect de chacun : un beau défi.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Edito : Pour que vive la NUPES**. Comment cette nouvelle union de la gauche pourrait déjouer les pronostics pessimistes de ses adversaires ou des sceptiques et s’installer dans la durée ? Un beau défi selon **Jean-Luc Gonneau**.*Illustration glanée sur le net par* ***Agnès Bilh***

**There is no alternative** Nous aimons beaucoup, à la Gauche Cactus, les écrits et les réflexions de **Frédéric Lordon**, cet économiste, et pas que, qui exprime des idées percutantes dans une écriture enlevée et pimentée d’humour. Il démontre dans ce texte paru dans La pompe à Phynances, son blog du du Monde diplomatique l’inanité de la formule attribuée à Margaret Thatcher : dire qu’il n’y a pas d’alternative, c’est la négation de toute politique. Et dans la foulée, il nous propose quelques pistes qui rendraient possible une alternative portée par la gauche.

**Pouvoir d’Achat ? Vraiment ?** Avec rigueur et clarté, **Patrick Le Hyaric**, dans sa Lettre sur internet, analyse l’enfumage auquel se livrent Macron et ses sbires avec leur plan pour « protéger » le pouvoir d’achat de nos concitoyens. Edifiant, incisif, et pédagogique ! *Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

**Galanterie et féminisme d’antan**

Un « charmant tableau » détourné. Moment gracieux d’ironie glané sur le net par **Cristina Branco**

**L’imagination bornée** Que la reconduction d’Emmanuel Macron à la présidence consterne **Yann Fiévet**, dont il est le plus constant contempteur n’étonnera pas nos lecteurs. Nous sommes prévenus, argumente-t-il, de ce qui nous attend : ça commence mal et ce n’est pas gai *Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

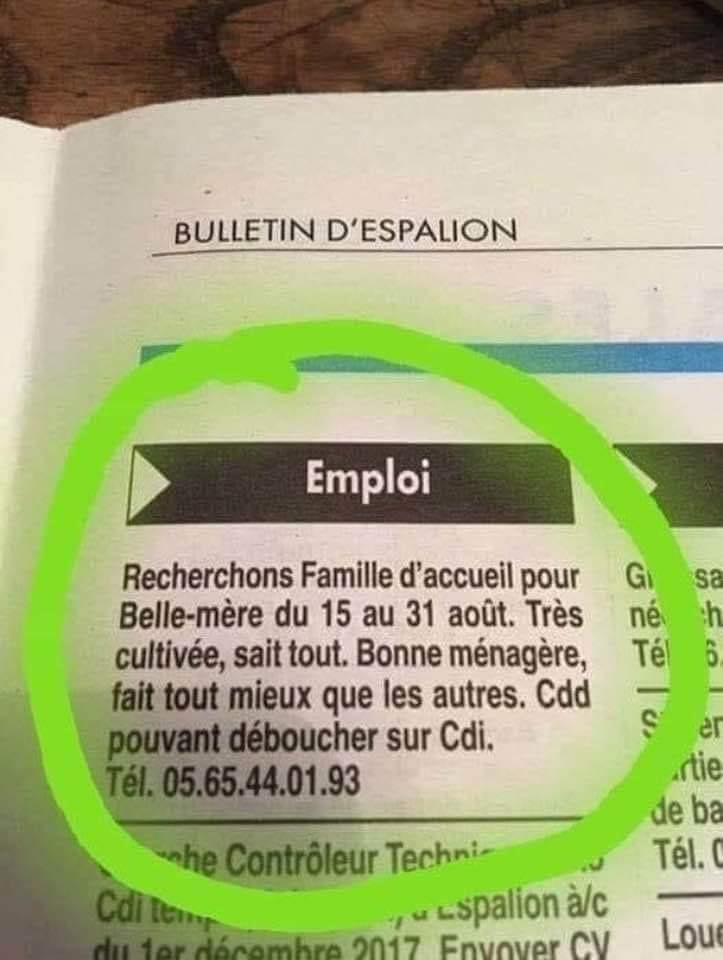
**De la sexualité et politique et réciproquement** En France, les rapports, si on peut dire, entre sexualité et politique ont longtemps été un sujet sinon tabou, du moins discret, et toujours limité aux incartades attribuées à tel ou tel personnage en vue et évoquant des situations équivoques, certes, mais entre adultes apparemment consentants (le décès du président Félix Faure, qui « perdit sa connaissance » en « se penchant sur les problèmes de la France », l’ « épectase » de l’influent cardinal Daniélou, plus près de nous les exploits audiovisuels de Benjamin Griveaux, etc). L’effet Metoo et les turlupinades de Domique Strauss-Khan ont tout changé. Apparaissent de multiples cas d’« attitudes inappropriées ». **Saül Karsz,** lui,délaisse les cas particuliers qui nourrissent la presse pour s’intéresser aux liens entre pouvoir et sexualité, qui débordent largement du champs politique mais y trouvent un univers fertile ou se mêle volonté de domination, pulsions et parfois calculs. Un texte clair sur un sujet complexe qui mérite d’être exploré. Ce qu’initie avec talent l’auteur.

**La minute religieuse de Benoist Magnat** Celles et ceux qui connaissent le Journal People de **Benoist Magnat** ne seront pas étonné.es que cette minute religieuse soit quelque peu, voire plus, irrévérencieuse. Croustillant.

**Le Meilleur des iMondes** Dixième épisode du feuilleton de **Jacques-Robert Simon,** notre scientifique de service, qui délaisse cette fois son «héros» frappadingue, l’apprenti maître du monde Donald Bokanovski, pour une leçon de physique amusante et un cours de morale politique à deux innocentes ( ?) demoiselles.

**Macron/Uber : mise au point** L’ami Jean-Jacques Barey, infatigable animateur du secteur culturel du PCF nous a transmis ce texte de **Denis Lanoy** qui met à jour ce que cache les accointances entre Emmanuel Macron et la firme Uber, de façon concise et précise.

**Bonus : Les conseils d’Agnès Bilh pour un été réussi**

****

**There is no alternative**

*Par* ***Frédéric Lordon***

Anthropocide ou capitalocide, maintenant il faut choisir. Pour éviter l’anthropocide, il faudra le capitalocide : il n’y a pas d’alternative. TINA. Les capitalistes, les néolibéraux, ça vous dit quelque chose ? Normalement, «There is no alternative» est un énoncé qui n’a aucun droit de cité dans le discours politique. La politique c’est la souveraineté, et il entre dans le concept de souveraineté politique de toujours pouvoir faire *autrement*. Bien sûr tant qu’elle n’est pas captée par un petit nombre qui, lui, entend bien qu’on fasse toujours pareil et alors soutient «qu’il n’y a pas d’alternative». La politique, pourtant, c’est qu’il y a toujours une alternative.

Sauf quand, devenue mortifère et rendue au bout du bout, la politique se met à travailler la question de la survie de l’humanité sur la planète, ou plus exactement quand elle se retrouve confrontée à une force dont on sait maintenant à coup sûr qu’elle menace la survie de l’humanité sur la planète. Alors, et alors seulement : il n’y a pas d’alternative. C’est la force ou nous.

**En finir avec l’« écologie » (pour un écolocide ?)**

Parler d’écocide n’était pas encore assez. Car après tout l’habitat (l’éco, l’*oïkos*) ne vaut pas pour lui-même, mais plutôt pour ceux qui l’habitent (les humains, les *anthropoï*). Que la planète finisse en désert brûlant ou dans une atmosphère saturée en vapeurs d’ammoniac ou n’importe quoi d’autre, ça ne lui cause aucun problème *en tant que planète*. À nous, pas tout à fait. C’est pourquoi «écocide» n’est pas la catégorie la meilleure pour nommer ce qui est en train de se profiler : «anthropocide», bien davantage. On voit mieux de quoi il s’agit.

Le souci «de la planète», souci que s’est découvert tardivement la classe qui n’avait pas de souci, a toujours trahi ses origines sociales, telles que, jusqu’à présent, elle n’avait rien trouvé à redire à la destruction de la classe ouvrière. À l’évidence, ça n’était pas un motif suffisant ni pour s’inquiéter ni encore moins pour incriminer le capitalisme. Mais la canicule et la suffocation n’ont pas le discernement de ne concerner que les pauvres, et la donne commence à changer. La bourgeoisie urbaine qui prend l’avion pour le week-end et se fait livrer en Deliveroo sans un battement de cils, voit ses rosiers secondaires cramer, sa marmaille congestionnée de bronchiolite, et son effroi grandir à la lecture de la titraille du *Monde* qui, rapports du GIEC à l’appui, l’informe régulièrement que *«bientôt il sera trop tard»*. Ce qui du reste est tout à fait exact, *même pour elle*. Alors, affreuse brutalité de la vie, les sans-souci se découvrent d’un coup le souci d’être au nombre des *anthropoï* concernés par l’anthropocide.

Ça n’est pourtant pas encore assez pour leur faire dire «capitalisme». Il est vrai que leurs penseurs préférés le leur déconseillent. Aux dernières nouvelles, Bruno Latour, soutien avisé de Yannick Jadot, dont la bonne tête de sauveur de la planète ne saurait mentir, persiste à considérer que le capitalisme n’existe pas vraiment, en tout cas que *« la question du climat ne se dissout pas facilement dans l’anticapitalisme »*. En réalité elle s’y dissout tellement qu’elle y disparaît complètement, au point même qu’il faudrait cesser de parler d’écologie. L’écologie, comme question *séparée*, avec son ministère à elle, ses politiques publiques à elle, et ses partis écologistes à elle, l’écologie avec ses mots ineptes et caractéristiques : «vert», «transition», «durable», devra bientôt être regardée comme la borne-témoin d’une époque qui n’avait pas encore compris. Au point où nous en sommes, nous sauver de l’écocide commencera peut-être bien par un écolocide — pas d’inquiétude : juste l’«écologie»… Il n’y a pas «un *sujet* avec l’écologie» comme diraient les chaussures pointues : il y a l’humanité face à son destin.

**Aux mains des cinglés**

On comprend que tout soit fait pour écarter cette vilaine pensée. En commençant par la promesse du nettoyage capitaliste des petites salissures capitalistes. Le détraquement de la planète était un effet collatéral. Voilà que sous couleur de «réparer», ce mot si caractéristique d’une période qui bousille mais *ne veut rien changer*, sous couleur de réparer, donc, le système-terre change de statut : d’extérieur où s’enregistraient quelques regrettables bavures, il devient l’objet même de l’intervention *directe* des humains — en fait de quelques humains, mais complètement tarés, et à qui tous les pouvoirs démiurgiques sont remis au nom d’une fantasmagorie technique. Or, la régulation géoclimatique d’ensemble est un système homéostatique d’une échelle et d’une complexité telles que l’ingénierie «par parties» est certaine de n’avoir aucune maîtrise de ses propres conséquences. Pour ne pas dire : certaine de déclencher par propagations ou rétroactions successives d’incalculables catastrophes.

Qui peut sans rire prétendre savoir comment finira le projet de *«fertiliser les océans avec du fer ou de l’urée pour favoriser la croissance du phytoplancton, grand consommateur de dioxyde de carbone»* ([1](https://blog.mondediplo.net/there-is-no-alternative#nb1)) ? Ou de *«fabriquer de toutes pièces des micro-organismes n’ayant jamais existé pour leur faire absorber de l’essence, du plastique ou les rendre capables d’absorber des marées noires»* ([2](https://blog.mondediplo.net/there-is-no-alternative#nb2)) ? Stéphane Foucart rapporte les pensées atterrées d’un physicien de l’atmosphère à qui l’on soumet la brillante idée de disperser dans le ciel des nanoparticules soufrées, susceptible de modérer le rayonnement solaire. Le ciel pourrait y perdre *«son bleu profond pour devenir blanchâtre»*. Mais après tout, si c’est le prix à payer pour continuer à créer de la valeur ? Bleu, c’est juste une question d’habitude et, les habitudes, ça se change. Si on est agile.

À sa manière bien à lui, entre ravissement et illumination, Macron nous informe de ces derniers enthousiasmes : *«Parce que les start-ups ont un rôle à jouer dans la transition écologique, fixons-nous un autre objectif : 25 licornes vertes d’ici 2030»,* le plus terrible de la période est sans doute de se trouver ainsi livrés aux mains de fous. Le mélange de psychopathologie et de substances additionnelles n’est pourtant ici que la pointe la plus avancée d’une croyance autrement partagée, où viennent s’accrocher tous les intérêts et tous les espoirs de prolonger le bastringue qui a encore un paquet d’euros à rendre.

**Les décrocheurs**

Alors tout y passe, du plus grotesque au plus spécieux. Au rayon du grotesque : l’«écologie des petits gestes», l’«écologie des solutions», l’«écologie du quotidien» : l’«écologie» de Pannier-Runacher (cheffe de rayon). Que les petits gestes ne fassent rien à la grosse catastrophe, l’idée commence à germer chez ceux-là mêmes qui, triant scrupuleusement leurs déchets, n’en voient pas moins s’approfondir le désastre, et finissent par se dire que, bac jaune, bac vert, le compte n’y sera pas tout à fait. Encore un peu de temps et ils se rendront à l’idée suivante que, non seulement les « petits gestes » n’aident pas trop la planète, mais au contraire aident à ce que la porcherie capitaliste continue de la détruire, comme toujours quand les diversions permettent d’oublier l’essentiel et que le secondaire laisse les coudées encore plus franches au principal : «pendant que ces imbéciles ont le nez dans leurs bacs, songeons tranquillement à nos prochains modèles de voitures encore plus remplies de circuits intégrés que les précédentes».Encore un peu de temps et ils se rendront à l’idée que, non seulement les «petits gestes» n’aident pas trop la planète, mais au contraire aident à ce que la porcherie capitaliste continue de la détruire.

L’«écologie du grotesque» promettant d’arriver bientôt à ses limites, les entreprises se cherchent déjà un tourne-disque de rechange, et avec d’autant plus de fébrilité qu’elles voient leurs diplômés chéris gagnés par l’inquiétude de devenir des collaborateurs du saccage, et tentés de prendre la tangente. Sans surprise, la sociologie des journalistes s’exprimant dans les affinités spontanées avec les objets de leur choix, les médias font grand cas de ces désertions fracassantes : Agro, Sciences-Po, Polytechnique même. La caricature sociologique mise à part, il y a plutôt de quoi se réjouir : un système auquel ses élites mêmes commencent à ne plus croire, est plus proche de la ruine que de l’apothéose.

En tout cas, raccrocher les wagonnets qui se mettent à dérailler devient une urgence pour le capital-RH. Alors on leur raconte une histoire, essentiellement : «les rails, c’est la belle aventure», et même «le vrai courage». Arrêt sur images consacre une émission à *«La révolte écolo dans les grandes écoles»*. Aucune des associations les plus articulées d’étudiants défecteurs, comme *Les Infiltrés* ou *X-Alt*, n’y est représentée, mais peu importe. Pour le bon équilibre du plateau, on a fait venir une chaussure pointue, mais c’est aussi un sans cravate, un humaniste donc. Il comprend les choix, les respecte. Mais tout de même : qu’est-ce que c’est que cette affaire de déserteurs ? Au moment où il nous faudrait des guerriers *«qui s’engagent et qui combattent : contre le debiodiversité(sic)»*.

Déserteurs combattants : il faut n’avoir aucun compas moral pour hésiter sur le camp à choisir.Le directeur d’HEC, qui a vu venir avec angoisse un esclandre décroissant et enrayé préventivement tout dérapage, confirme : *«Je ne suis pas sûr que l’on aurait laissé un étudiant appeler à la désertion lors de la cérémonie de la remise des diplômes»*. Il aurait fait beau voir[[1]](#footnote-1)), avant d’invoquer *«l’ADN entrepreneurial de l’école : face à des défis, on ne baisse pas les bras, on trouve des solutions»*, citation totale, à laquelle ne manque pas un seul de ces mots imbéciles, ADN, entrepreneurial, défi, solution, qui ont si bien fait leurs preuves jusqu’à présent, et qu’on devrait retrouver dans un cartel d’un musée du futur. Si bien sûr il y a un futur.

Il n’y en aura un qu’à couler pour de bon ce dernier raffiot, à quoi même certains étudiants, en fait la plupart, se raccrochent encore, effrayés de leur propre mouvement de rupture quand rien dans leurs trajectoires sociales ne les avait disposés à rompre. Le capital-RH a bien saisi le point de faiblesse qui, à ces candidats à la transition existentielle, vient servir « sa » transition à lui, la transition frelatée, la «transition écologique», celle pour laquelle la chaussure pointue sans cravate d’Arrêt sur images conseille les PME depuis sa firme d’investissement, «responsable», ça va sans dire. «Participez à la grande aventure, venez changer le monde de l’intérieur», glapit le prospectus RH verdi. Car bien sûr, les mondes n’ont-ils pas de tout temps fait la démonstration qu’ils se changeaient eux-mêmes de l’intérieur ? La monarchie en 1789 ? Changée de l’intérieur. Le tsarisme en 1917 ? Changé de l’intérieur. L’esclavagisme ? Aboli depuis les plantations.

Juste sorti de la grande école, encore maigrelet et tout mouillé, le jeune diplômé est donc invité à rejoindre l’entreprise capitaliste pour la changer de l’intérieur. Avec 15 niveaux hiérarchiques au-dessus de la tête, mille-feuille de sous-chefferies en lutte sauvage pour gagner un échelon, occupées toutes à plaire à la chefferie supérieure, elle-même occupée à plaire aux actionnaires, ses propositions de renoncer aux innovations trop destructrices, de désinvestir des énergies fossiles ou de quitter les pays où se pratique le colonialisme extractiviste, sont appelées à de grands succès. Comme Emmanuel Faber, pourtant PDG de Danone, donc mieux placé a priori que la recrue de 25 ans, qui, lui aussi, voulait «changer les choses de l’intérieur», et nous a gratifiés d’une splendide réussite. Car sitôt le cours de Bourse a-t-il eu un coup de mou, Faber était dehors, visiblement sans avoir compris grand-chose. Dans «SARL» qui, convenablement relue est en train de devenir le statut général de l’entreprise capitaliste, il faut entendre que la Responsabilité Limitée, c’est *la RSE*. Limitée à quoi ? Limitée à l’intégrité du profit pour l’actionnaire, mais SA-RSE-L-APA, c’est imprononçable, n’en parlons plus et regardons plutôt les défis à venir.

TINA ! (retour à l’envoyeur)

Ne pas en parler, et «regarder ailleurs», comme on sait c’est le thème d’un film d’assez grand retentissement. Normalement une fiction, mais à laquelle des personnes réelles mettent un soin étonnant à donner des prolongements réels,*«Don’t look up en VF»*, commente David Dufresne devant la vidéo d’Apolline de Malherbe (décidément les fins de règne n’omettent pas une case à cocher) interrogeant Sasha, jeune activiste climatique qui a eu le toupet de bloquer un péage. Mais enfin est-ce que Sasha y pense : et la liberté d’aller et venir (au travail) ? Et le mécontentement des automobilistes ? Ici le BFM de Patrick Drahi indique très précisément jusqu’où on peut envisager de «tout changer (de l’intérieur)». Quand elle découvrira dans quelles proportions il va falloir rembobiner, redoutons qu’Apolline ne nous fasse une syncope.

Il ne faut pas trois jours pour que déboule une autre vidéo sur les réseaux sociaux : une tornade de sable d’une brutalité inouïe balaye une plage de Normandie, tue une personne, en blesse des dizaines. C’est à Deauville, et c’est comme une allégorie, mêlée de némésis : là où s’adonne un «mode de vie» bien décidé à ne renoncer à aucune de ses jouissances, ses conséquences pourtant lui reviennent en pleine face, méconnaissables bien sûr car la chaîne de médiation entre le shopping et un phénomène climatique est beaucoup trop étirée pour que les chandails entrevoient le moindre rapport de cause à effet.

L’halluciné aux licornes vertes, les chaussures pointues et les chandails : la grande armée du déni stupide, de la cécité intéressée et des atermoiements. Grande armée pas si grande en fait, car ils sont finalement assez peu nombreux, s’ils ont la main sur tout. En face une autre armée commence à grossir, rejointe par des «troupes» qui tournent le dos à leur camp naturel, mais surtout par d’autres qui n’en peuvent simplement plus de la manière dont on les traite : serveurs, soignants, profs, cheminots, et ont d’emblée beaucoup moins à rembobiner qu’Apolline.

C’est une course de vitesse car la planète ne nous laisse qu’un temps compté. Alors que ses limites, dont il faut rappeler la définition : ce sont des seuils anthropocides, alors que ses limites, donc, sont allègrement franchies les unes après les autres, la course de vitesse n’a qu’un enjeu : l’acquisition collective de *l’idée* avant «qu’il soit trop tard» comme dirait *Le Monde*, mais pour de bon. *L’idée* qui est si énorme que tout incite d’abord à la repousser, alors qu’il va falloir s’y rendre. L’idée qu’il n’y a plus d’alternative. Écrasante responsabilité intellectuelle des intellectuels du ravaudage, qui, au lieu d’aider à ce que les cheminements de pensée se fassent, soutiennent que *«l’imaginaire révolutionnaire prétend abattre un système et le remplacer par un autre, alors qu’il s’agit de revenir sur des multitudes de décisions concernant nos façons de nous déplacer, de nous habiller»*. Voilà : laissons à peu près tout intact mais délibérons pour ressemeler plus longtemps nos chaussures et tout se passera bien.

Non, tout ne se passera pas bien. Une force, le capitalisme, qui a pour concept l’indéfini de l’accumulation de valeur, donc pour essence d’ignorer toute limite, ne va pas s’inventer une limite «de l’intérieur». Quand il est au surplus avéré que c’est une force de destruction, on doit pouvoir parvenir à des conclusions logiques simples, et de la logique simple du tiers-exclu : la force de la destruction, ou bien la destruction de la force. Le capitalisme est écocide, c’est-à-dire anthropocide. Pour qu’il n’y ait pas anthropocide, ce sera donc : capitalocide. Il n’y a pas d’alternative.

*Notes(1 et 2) Hélène Tordjman, La croissance verte contre la nature. Critique de l’écologie marchande, La Découverte2021. Article paru dans La pompe à phynancesn le blog de F. Lordon dans Le Monde Diplomatique*

**Pouvoir d’achat ? Vraiment ?\***

*Par* ***Patrick Le Hyaric***

Dans son discours de politique générale devant le Parlement, la Première ministre a abondamment utilisé le mot «compromis» pour faire croire que son gouvernement allait élaborer la politique du pays en cherchant des consensus. En vérité, ce mot ânonné une demi-douzaine de fois, est tronqué puisque selon elle, les compromis ne pourront se faire que sur la base des choix macronistes. On veut bien «amender»,«enrichir», mais pas transformer, changer pour répondre aux intérêts populaires et nationaux. Or, telle est bien la question ! Les électrices et les électeurs n’ont donné aucun blanc-seing au Président de la République. Il n’a été élu qu’avec l’apport des voix des électrices et électeurs de gauche mobilisés pour barrer la route à l’extrême-droite. Citoyennes et citoyens qu’il insulte copieusement aujourd’hui.

**L’État ne va redonner qu’une infime partie de ce qu’il gagne chaque jour**

Mieux, ce qui s’est exprimé dans les urnes, mais aussi dans le silence des urnes est une demande de changement en faveur des familles populaires : augmentation et des retraites et des salaires, à commencer par le SMIC, blocage des loyers, diminution des prix des carburants et des produits de première nécessité, déploiement des services publics, régénération de l’hôpital et des systèmes de santé, ainsi que de l’école.Le gouvernement, fidèle à sa feuille de route et aux fables qu’il raconte, n’a pas l’intention de traiter ces enjeux dans le sens d’une réponse aux difficultés des familles populaires. Pire, alors que nos compatriotes sont majoritairement contre la retraite à 65 ans, le pouvoir veut passer en force avec la complicité de la droite du Sénat et de l’Assemblée. Il maintient l’obligation du travail obligatoire aux allocataires du RSA. Cette forme de travail forcé a pour objectif de continuer à contenir les salaires grâce à l’utilisation d’une main-d’œuvre ainsi gratuite.Sans surprise, le «nouveau» gouvernement n’est donc là que pour servir les intérêts du capital au détriment du travail.

Certes, l’expression «pouvoir d’achat» est agitée, tel un hochet, devant les caméras de télévision. Mais ce n’est qu’un alibi pour ne pas augmenter les rémunérations du travail et les retraites afin de protéger les profits et la rente des actionnaires. Pire encore, cette expression «pouvoir d’achat» est une funeste tromperie, car rien n’est prévu pour le stabiliser. Les quelques augmentations prévues ne sont pas de nature à rattraper «le pouvoir» d’achat perdu. Toutes les augmentations sont très en deçà de la simple reconquête des moyens d’acheter ce dont une famille a besoin. En guise de paquet «pouvoir d’achat», nous n’avons là qu’une petite bourse plate, sans consistance, pour protéger les profits.Les fameux chèques et petites ristournes ne sont que des oboles pour masquer les énormes recettes de l’État captées via les injustes impôts indirects. En effet, ceux-ci sont proportionnels à la valeur des achats. Ainsi, l’augmentation des prix s'accompagne d’une augmentation des recettes par les taxes, notamment la TVA et les taxes sur les carburants.Le pouvoir refuse de les baisser, car leur niveau actuel assure de grandes rentrées fiscales avec la hausse continue des prix. Et seule une partie infime de ces recettes est redistribuée vers les besoins sociaux. Sous couvert de «pouvoir d’achat», le gouvernement continue donc de pomper les revenus des familles populaires. Il annonce à la cantonade les milliards qu’il distribuerait, mais ne dit mot des surplus de recettes qui avoisinent aujourd’hui les 60 milliards d’euros. En réalité, ce n’est qu’une infime partie de leur argent qu’il redonne aux consommateurs.

Où va le surplus ? Pas au bien commun. La hausse des taux d’intérêt va pomper 18 milliards d’intérêts sur la dette publique. Autrement dit, non content de ne pas augmenter les salaires et de bloquer les prix, le pouvoir transfère l’argent issu de la consommation populaire via les taxes vers les marchés financiers et les banquiers.Le Président de la République et le gouvernement refusent délibérément d’accorder aux travailleurs ce qu’ils réclament d’urgence pour vivre dignement : une réelle et forte augmentation des salaires, à partir d’un SMIC aux alentours de 1 500€, conjugué à une pression à la baisse sur les prix des produits de première nécessité.Cela supposerait de rechercher les causes réelles de l’inflation, de combattre la spéculation et d’abaisser les injustes impôts indirects.

**Un chèque déjà payé par les consommateurs**

Le projet de mise en place d’un «chèque alimentaire» pour neuf millions de foyers n’aura même pas la valeur d’un seul chariot de courses pour les besoins de la semaine d’une famille. Les intéressés estimeront que c’est mieux que rien. Mais leur compte en banque sera toujours vide dès le milieu du mois. Sur ce chariot de courses, les grands distributeurs y trouveront leur compte comme l’État avec les recettes de TVA qu’elles vont induire.Les autres propositions du pouvoir procèdent du même tour de passe-passe. La violence vis-à-vis des agents publics va se poursuivre sous la douche froide des chiffres, puisque la revalorisation du point d’indice envisagée est très loin de rattraper les pertes de pouvoir d’achat des rémunérations accumulées depuis plus d’une décennie. Sur une même période, ce point d’indice n’a augmenté que de 1,2% alors que l’inflation cumulée atteint 14%. L’augmentation autorisée des loyers de 3,5 % signifie que ce sont les locataires, majoritairement salariés et retraités, qui paieront pour l’essentiel l’inflation à la place des propriétaires. Il s’agit bien d’un projet global visant à transférer les coûts de l’inflation du travail vers la rente.

Contrairement à ce que racontent ministres et médias bien-pensants, la majorité des biens immobiliers en location appartiennent à une minorité de fortunés et à des sociétés privées. S’il le voulait, le pouvoir pourrait facilement faire la différence entre les géants de la propriété immobilière et les propriétaires modestes qui louent un bien acquis au prix d’années de labeurs et d’épargne.Les retraités, comme les allocataires de prestations sociales qui perdent mois après mois de plus en plus de pouvoir d’achat, ne récupéreront pas ce qu’ils ont déjà perdu. Le seul moyen d’y remédier et de leur garantir les moyens de vivre, consiste à augmenter les pensions et les allocations et de les indexer sur l’évolution des prix. Ce prétendu «paquet pouvoir d’achat» n’est qu’un artifice agité durant la campagne électorale, pour épargner les forces de l’argent alors que la crise sociale ne cesse de s’amplifier.

**Ce n’est pas un gouvernement protecteur des travailleurs et des retraités**

Celle-ci peut rapidement prendre une nouvelle ampleur l’automne prochain alors que la monnaie européenne perd de sa valeur vis-à-vis du dollar et que des signes de récession clignotent de par le monde. Pour l’affronter, il faudrait un gouvernement capable de s’appuyer sur les exigences populaires face aux grands groupes économiques et financiers. Au lieu de cela, le président de la République en zélé mandataire des intérêts des puissances d’argent, banalise ces enjeux. Le fameux «paquet pouvoir d’achat» vise dans un premier temps à contenir la colère sociale. Ensuite, il utilisera le bon vieux chantage au remboursement de la dette pour justifier l’austérité budgétaire contre les travailleurs et les retraités, tout en augmentant les crédits d’armement et en abaissant les fameux impôts de production.

M. Macron a été très clair lors de sa conférence de presse à la fin du sommet de l’OTAN. Il ne faut plus « continuer à utiliser l’argent du contribuable », a-t-il doctement expliqué après avoir décidé, lors de ce même sommet, d’une augmentation des crédits pour la guerre. Du reste, il n’est pas demandé de tirer l’argent sur la caisse publique. C’est l’argent des profits qu’il faudrait capter et répartir autrement. Cela, le pouvoir et le grand patronat ne le veulent pas. Ils préparent donc l’opinion à un tour de vis budgétaire après avoir copieusement arrosé les grandes entreprises avec l'argent des aides publiques, sans contreparties pour les salaires ou l’emploi. Cette orientation et le durcissement de l’accès au crédit vont amplifier considérablement la mal-vie des familles populaires au risque d’en plonger un grand nombre dans la pauvreté et la précarité de vie.

Des économistes libéraux vont jusqu’à demander ouvertement de réduire la demande, c'est-à-dire la consommation, et donc de pressurer les salaires et les retraites. Cela prétendument pour stopper l’inflation et continuer de réduire les «chiffres du chômage» et non pas le chômage, par la multiplication des emplois précaires de courte durée, dont les femmes sont les premières victimes.



Dans l’inquiétant contexte mondial, ces orientations, donnant la priorité au capital contre le travail, vont rapidement produire des effets désastreux. Ajoutons que la Première ministre a confirmé ses choix de recul de l’âge donnant droit à la retraite et à un RSA conditionné à du travail obligatoire. Les puissances d’argent reçoivent de l’argent public sans condition, mais les plus pauvres ne recevront que leur dû conditionné à du travail gratuit. Il n’y a pas d’autre voie raisonnable et efficace que d’augmenter les rémunérations du travail, les pensions de retraite et les prestations sociales et familiales, tout en engageant un grand plan de transition écologique indispensable à l’avenir humain. Cela peut être l’objet d’une grande conférence sociale qui mobilise l’État, les institutions, les syndicats. C’est la condition d’une croissance saine et durable de nature à améliorer les conditions de vie.

Notre société a montré son haut degré d’ébullition, y compris lors des élections. Le monde du travail et de la création ne pourra pas rester l’arme au pied. Raison de plus pour qu’à ses côtés vive la coalition de gauche et écologiste (NUPES) afin de rechercher des débouchés politiques progressistes. L’intergroupe parlementaire des gauches à l’Assemblée nationale constitue de ce point de vue un point d’appui. Chacune de ses composantes a l’énorme responsabilité de prendre des initiatives qui donnent envie aux citoyens d’être partie prenante de ce nouveau processus.

\**le titre est de la rédaction. Article paru dans https://patrick-le-hyaric.fr*

**Féminisme et galanterie d’antan**

*Illustration glanée sur le net par* ***Cristina Branco***

****

* *J’aime les femmes qui ont de la personnalité*
* *Quelle chance vous avez ! J’en ai plusieurs !*

**L’imagination bornée**

*Par****Yann Fiévet*** *. Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

Il est une évidence devenue un lieu commun : la crise écologique fait rage et s’aggrave en tous points de la planète. Les manifestations du dérèglement climatique se multiplient partout, la «météo» ne cesse d’afficher de nouveaux records, la biodiversité est en péril, la mortalité humaine et les migrations de populations dues à la forte dégradation des écosystèmes croissent d’année en année, etc. Une autre vérité, plus difficile à entendre, fait doucement son chemin : le modèle industriel dominant dans lequel nous vivons doit être transformé de fond en comble puisqu’il est la cause exclusive de la catastrophe écologique. Un tel chantier va évidemment demander beaucoup d’imagination. Mais, de surcroît, il va falloir que l’imagination, déjà à l’oeuvre dans maints endroits du bas de la société, s’empare en la matière du sommet du pouvoir politique de chaque nation. La France y jouera-t-elle son rôle ?

Dans le domaine crucial qui doit désormais nous occuper inlassablement l’imagination doit être illimitée. Ici, parler d’imagination bornée signifie donc entêtement à ne rien céder aux acteurs qui ne veulent surtout rien changer à leurs anciennes pratiques mortifères tout en prétendant le contraire grâce à des lobbies très influents et mensongers. Chaque gouvernement devra être composé afin de pouvoir orienter son action en faveur du nouveau paradigme écologique. Ainsi, de ce point de vue, tous les ministères devront se voir adresser une feuille de route conforme à cette aune-là afin que soit pleinement assurer la cohérence d’ensemble de l’action publique au service de la résolution de la crise écologique. Les ministres devront être choisis pour leurs convictions fortes en faveur de l’indispensable changement de politique à l’égard de l’environnement et non en raison de compétences éprouvées – et souvent montées en épingle – dans les arcanes souvent troubles de «l’ancien monde». Les grands «projets structurants» d’aménagement du territoire tout comme ceux du développement industriel ou agricole devront faire l’objet de sérieuses études d’impact sur l’environnement confiées à des experts indépendants dont les conclusions devront être suivis d’effets tangibles afin, notamment, de mettre fin à la mascarade des «compensations» si mal nommées. Les médias les plus «en vue» devront s’adapter à la nouvelle doxa en cessant de donner systématiquement la parole aux représentants des intérêts dominants de l’économie prédatrice. La caricature en la matière se situe probablement du côté de la défense éhontée du «modèle agricole» productiviste à bout de souffle par la Présidente de la FNSEA qui a reçu ces derniers mois le renfort assez surprenant de l’universitaire Sylvie Brunel devenue ainsi l’implicite VRP de cette organisation droitière fièrement arc-boutée sur ces vieilles pratiques. Bref, il est temps de démasquer tous les tartufes qui ont depuis trop longtemps leur rond de serviette dans certaines stations de radios ou sur les plateaux de chaînes de télévision à large audience. Pour l’écologie, le temps de la Communication qui noie le poisson serait alors révolu pour laisser pleinement la place à la narration sincère des actions concrètes au périmètre sans cesse élargi.

Voilà ce qu’il conviendrait de faire. Et voilà ce qu’en France on ne fera pas. Car l’imagination connaît une autre voie : celle bornée par des limites. Des limites imposées par les acteurs dominants du modèle industriel dont la grande habileté consiste toujours à faire quelques concessions mineures pour que surtout rien ne change jamais vraiment. Jupiter n’orchestrera pas le «mandat écologique» imprudemment promis lors d’une très brève envolée lyrique de soirée d’élection victorieuse. La baguette du chef n’est pas verte, son second mandat sera dans la lignée du premier. Il a flanqué sa Première Ministre, chargée de mettre en musique la «planification écologique et énergétique», de deux autres femmes au pedigree édifiant. Des profils qui font sans doute encore rêver dans le vieux monde mais sera un cauchemar dans le nouveau monde à construire. Amélie de Montchalin, nommée ministre de la transition écologique et de la Cohésion des territoires *(puis rapidement exfiltrée suite à sa défaite aux élections législatives, ndlr)*, est diplômée de HEC et de Harvard, a travaillé au sein de BNP Paribas et d'Axa. Agnès Pannier-Runacher, désormais Ministre de la transition énergétique, est diplômée de HEC et de l'ENA. Elle a été inspectrice des finances, puis a travaillé au sein de la Caisse des dépôts et dirigé la Compagnie des Alpes, entre autres. Elle était ministre de l'industrie dans le précédent gouvernement. Sa famille a fait fortune dans l'exploitation des puits de pétrole en fin de vie, dans des pays corrompus comme la RDC, Son mari est haut cadre d'Engie, et son père fut durant une trentaine d'années directeur général du groupe pétrolier Perenco, avant de devenir banquier d'affaires à Genève. Comme le soulignait un article du journal Le Monde d’octobre 2019 : "C’est une société pétrolière particulièrement opaque qui préfère ne pas dévoiler son chiffre d’affaires ni sa structure de gouvernance. Le groupe familial franco-britannique Perenco n’apprécie guère de devoir s’expliquer sur les préjudices environnementaux présumés causés par son activité en République démocratique du Congo (RDC) ". Voilà de quoi être tenue en respect !



Bref, ces deux ministres ont un profil on ne peut plus technocratique et une fibre écologique douteuse. Rappelons au passage que les nouveaux « ministres de l'écologie » et de l'agriculture ont voté contre l'interdiction du glyphosate en son temps, faisant confiance aux promesses, régulièrement repoussées, d’alternatives du lobby agricole. Constatons également que le ministère de l’agriculture n’est toujours pas rattaché à une définition large de l’écologie et qu’il a été confié à… un chasseur ! Enfin, pour confirmer qu’Emmanuel Macron va continuer de gouverner en maître absolu les Directeurs de Cabinet de tous ces ministères ont été nommés avant les ministres. Ainsi, le désastre est d’ores-et-déjà annoncé.

**De la sexualité et politique, et réciproquement**

*Par* ***Saül Karsz***

Des femmes, parfois aussi des hommes ainsi que des organes de presse progressistes, dénoncent de plus en plus souvent des comportements sexuels et sexistes de personnages de différents bords. Les cibles les plus visibles sont des ministres (rapidement acquittés), des candidats aux élections législatives (rapidement démissionnés), des enseignants universitaires et des grandes écoles (rapidement amnistiés). Ces dénonciations reçoivent une réprobation générale, des silences gênés ou de simples avis de tempête. Certains responsables (?) qui semblent aimer les subtilités, s’exclament : «Je n’étais pas au courant !», voulant peut-être confirmer qu’ils n’ont pas participé personnellement aux événements en question…

**Incident ou structure ?**

Ces situations sont plus et autre chose que des incidents effectivement déplacés, des incursions maladives dans des univers politiques, éducatifs ou autres naturellement étrangers aux questions de sexualité. Car une dimension sexuelle parcourt les affaires, les relations, les enjeux politiques, éducatifs et autres. Bien entendu, rien n’excuse les comportements dénoncés ci-dessus – qui rappellent, à leur manière sauvage, l’ineffaçable présence des affects et des sexualités au cours des enseignements et des apprentissages, dans l’exercice du pouvoir et des pouvoirs. Ils contribuent à ce que l’enseignement et/ou l’apprentissage coulent de source ou connaissent des arrêts ou des emballements apparemment incompréhensibles. Ils indiquent que la politique ne relève pas seulement de la domination ou de la soumission économiques. Le plus-de-jouir (Lacan) et non seulement la plus-value (Marx) jouent des rôles majeurs dans les fonctionnements capitalistes. L’économie qu’on appelle souterraine est celle fiscalement non déclarée et aussi celle moralement non avouée – chacune efficace à sa manière. Bref, analyser le pouvoir, les pouvoirs, l’enseignement et l’apprentissage suppose de tenir compte, aussi, de leurs trames affectives et sexuelles. Le puritanisme consiste ici à isoler des univers là où il s’agit en réalité de dimensions-toujours-déjà-liées.

**Affectivités et sexualités n’existent pas en l’air, hors histoire, hors politique**.

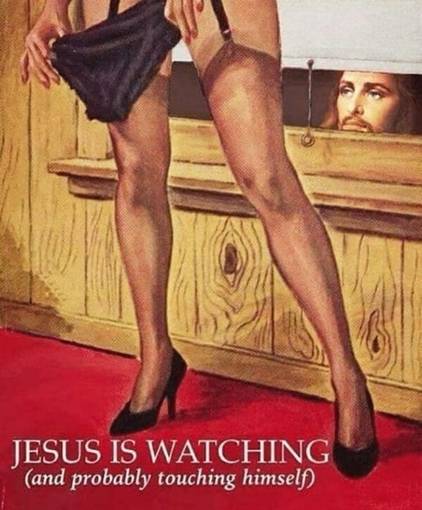
Elles en sont pénétrées, portées, encouragées ou censurées. Du viol comme arme de guerre à la promotion-canapé comme ressource de paix, de la séduction des collègues aux harcèlements sur les subordonné-e-s, du droit de cuissage aux prédations hiérarchiques, les abus sexuels et sexistes sont commis et sont supportés par des individus et des groupes socialement situés, idéologiquement connotés, politiquement orientés. Qu’il s’agit de femmes et d’hommes est aussi certain que passablement abstrait, paradoxalement désincarné. La violence de genre n’est pas n'importe quel genre de violence. Elle suppose des conditions et non seulement des corps. La sexualité n’existe, ne se déclenche, n’est ni réprimée ni sublimée que si elle s’en trouve surdéterminée par des rapports de pouvoir, de domination et de soumission, des idéologies machistes ou féministes, des envoûtements divers. Fondamentale, incontournable, elle n’est cependant pas auto-explicative.

Evitons, en effet, d’inventer une stupéfiante quoiqu’impossible bataille entre des instincts, passions et désirs qui, sublimés ou féroces, tendres ou écrasants, concernent forcément des hommes et des femmes à tout jamais emmêlés dans les filets de l’histoire sociale. Celle-ci ne constitue pas un contexte aléatoire mais rien de moins qu’une condition sine qua non d’existence. Ces affaires d'abus sexuels et sexistes s’avèrent bel et bien complexes, leur accomplissement et leurs dénonciations déploient des registres multiples – à traiter comme tels. Il ne s’agit ni d’affaires fondamentalement intimes ni non plus de questions exclusivement politiques. Plus on les isole, et moins on en comprend les enjeux théoriques et pratiques.

**La minute religieuse de Benoist Magnat**

*Glané sur le net par* ***Benoist Magnat***

****

****

**Le Meilleur des iMondes**

*Par* ***Jacques-Robert Simon***

**10. Au Palais de la découverte**

Un homme d’une soixantaine d’année se trouvait devant une immense cuve calorifugée où bouillonnait un liquide. Une sorte de brume surplombait la surface. L’homme prononçait des mots indistincts que personne ne comprenait. Il avait dans sa main droite une longue pince qui tenait la feuille d’un arbre. Il plongea rapidement la feuille dans la cuve, la posa sur une sorte d’enclume et, saisissant un énorme marteau, il frappa la feuille qui se cassa en multiples fragments, comme si elle était faite de verre. On comprit alors des fragments de phrase… «Air liquide» … «-195° Celsius… pouhé..beu…cha…»… On comprit : Poussez-vous un peu ! Et il jeta alors une partie de l’air liquide qui se trouvait dans un Dewar aux pieds des spectateurs du premier rang qui sursautèrent.

Sarah et Domitille regardaient l’expérience avec un brin d’ahurissement. Sarah connaissait déjà ce que l’on pouvait faire avec l’air liquide, car il y avait d’autres utilisations que de l’utiliser pour rendre cassante les feuilles des arbres qui bordaient de l’avenue d’à côté. «T’as aimé ?» demanda Sarah à Domitille qui s’en allait lentement en regardant à droite et à gauche les vitrines, les rouleaux illustrant les lois cinétiques, la paillasse où se trouvait les fioles, les réfrigérants, les éprouvettes nécessaires pour faire de la chimie. Elle ne répondit pas trop absorbée par tout ce qu’elle voyait. «Je vais te montrer autre chose, tu verras c’est passionnant.» et Sarah entraina Domitille par le bras au premier étage du bâtiment. Il y a au Palais de la Découverte, dans un recoin peu fréquenté des visiteurs, une manipulation qui devrait être connue de tous dès les premiers âges de la vie. Deux masses cylindres marquées A et B coulissent sur une tige métallique verticale. Vous soulevez l’ensemble A+B, puis vous les reposez. Vous soulevez ensuite la seule masse supérieure (B) et elle vous semble significativement plus lourde que l’ensemble A+B. Physiquement, rien ne peut expliquer qu’une partie d’un tout soit (ou paraisse) moins lourd que le tout. Après beaucoup de réflexions, la seule explication possible c’est que lorsque vous soulevez la seule masse B moins volumineuse que l’autre (A), vous vous attendez inconsciemment qu’elle soit beaucoup moins lourde que le tout. Elle est moins lourde, certes, mais pas tant que cela, la rondelle B est faite d’acier plein tandis que la rondelle A est creuse. Votre cerveau s’attendant à une tâche beaucoup moindre que lorsque vous souleviez les deux rondelles ensemble A+B ne prépare pas vos muscles suffisamment à l’effort nécessaire pour soulever la seule B qui vous paraît alors plus lourde (indûment) que A+B. Le cerveau, indépendamment des sens que l’on peut si facilement abuser, n’est donc pas un instrument neutre qui ‘observe’ une réalité même lorsque ce sont des phénomènes physiques particulièrement simples qui sont mis en jeu. Il ‘observe’ en tenant compte de son vécu, de son apprentissage, de son milieu social… de la meilleure probabilité de fournir une réponse satisfaisante. Une étude scientifique ne donne pas accès à la vérité, mais elle permet de détecter les mensonges. Domitille dit alors : «Mais qu’est-ce qui se passe si on recommence l’expérience en connaissant le truc qu’il recèle ?», «Il se passe exactement la même chose que la première fois. Le cerveau suit sa programmation initiale avant de tenir compte d’un apprentissage rationnel.»

«Mais alors, les élections, la représentation populaire ?» ajouta Domitille. «C’est vrai, c’est un énorme problème pour la démocratie ! Je t’explique ! Il y a 577 députés, parmi eux 17 agriculteurs, 3 artisans,1 ouvrier agricole, 1 ouvrier qualifié… le reste, c’est à dire l’écrasante majorité, ce sont des cadres, des chefs d’entreprise… L’élection créé une certaine sacralisation, mais les députés ne sont pas des représentants du peuple et ils ne le peuvent pas. Toujours, instinctivement, ils analyseront toute situation en fonction de leur intérêt personnel même s’ils acquièrent une extraordinaire habileté pour prétendre l’inverse. Par exemple, ils diront que le cadre institutionnel est trop compliqué, il nécessite des connaissances politiques ou économiques pointues, il est donc impossible que des gens du commun y prennent part. De fait les grandes avancées sociales, le suffrage universel, la sécurité sociale… proviennent toutes de périodes révolutionnaires, insurrectionnelles, à moins qu’elles suivent immédiatement des épisodes guerriers.

Charles de Gaulle était cependant fils d’un professeur comme Georges Pompidou, François Mitterrand fils d’un ingénieur, Nicolas Sarkozy fils de publicitaire, François Hollande fils d’un médecin généraliste. Tous bien entendu travaillaient bien entendu pour le bien commun et il n’y a aucune raison de douter de la sincérité de leurs dires, mais leur parcours sociologique les fige dans des vérités dont ils ne peuvent pas se débarrasser, même au prix des réflexions les plus érudites. Une vérité n’est que le reflet de soi-même projetée sur le réel. Pour la cerner il faudrait le soin de mille yeux. C’est ce que font les scientifiques, c’est ce que ne peuvent pas faire les dirigeants. Pour prendre une décision, ils doivent se fier à leur seule vérité pour éviter les errements tellement préjudiciables pour les troupes. On ne peut convaincre les autres qu’avec des certitudes. Le pouvoir ne se partage pas, l’impuissance si !» «Que peut-on faire ?» demanda Domitille. «La plupart, explicitement ou pas, répondent : rien! Il est normal que les plus aptes dirigent les autres, et il ne peut pas être étonnant qu’un bon tissu familial et une excellente formation conduisent aux meilleurs éléments». «Sont-ils réellement meilleurs ?». «Pour faire, je n’en sais rien, il est rare que la gentry s’y essaie. Par contre pour faire-faire en tout cas, elle est formée pour ça». *(A suivre)*

**Macron/Uber. Mise au point**

*Par* ***Denis Lanoy***

Ce n’est pas tant la vulgarité avec laquelle Emmanuel Macron a fait semblant de répondre à l’indignation soulevée par les révélations de ce dimanche sur son implication réelle et non démentie dans les largesses qu’il a personnellement consenties à accorder à Uber pour que cette société gangrène l’organisation du travail en France après l’avoir expérimenté dans d’autres pays qui doit nous interloquer. Maintenant c’est clair, il reconnaît, sans brio mais avec un noir cynisme, être le représentant servile des intérêts égoïstes de quelques grands manitous lobbyistes qui manœuvrent au nom de quelques grands groupes. Il affirme, maintenant, avec ce culot déraisonnable des arrogants.

Il ose nous la servir sans esquisser le moindre regret, si c’était à refaire, il le referait. Il offre le portrait d’un menteur hors catégorie qui ose asséner que Uber a créé des emplois. Ce n’est même pas habile. Qui pourrait croire à cette sottise. Ce qui a été créé par Uber, c’est de l’asservissement de personnes qui ne trouvaient justement pas d’emploi. Rappelons ce fait simple, un emploi suppose contrat de travail, fiche de paie, salaire, contributions sociales qui permettent accéder aux protections sociales de solidarité, qui permettent obtenir des salaires différés (la retraite). Avec Uber, rien de tout cela, aucun emploi créé, mais uniquement contrainte, abaissement, inféodation. Un monde de servitude, avec impossibilité d’émancipation pour des précaires qui triment comme des forcenés sans la protection d’un code du travail. Un monde féodal où tout le monde est le rival, le concurrent et doit se soumettre.

Face à cet affront il est temps de reparler simple : solidarité internationale contre l’asservissement généralisée et autoritaire dont Emmanuel Macron est un des caricatural représentant et dont la devise secrète doit être « faible avec les forts, fort avec les faibles ». Il le dit lui-même, clairement, il fait le job, mais ne dit pas pour qui il roule… dorénavant c’est clair, tout le monde est en mesure de le comprendre. Les mensonges sont trop gros.

*Denis Lanoy est secrétaire de la section PCF de Nîmes.*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus*

**Consultez notre site**

[**www.la-gauche-cactus.org**](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

**Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus**

1. *Il y en eut, aussi, pour sauver l’honneur de cette école, honneur demeurant malgré la très louable intention de ces résistant.es un bien grand mot*  [↑](#footnote-ref-1)